

**DECISION N° 23-024 – PREV/SECU/SL**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE POUR SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE : POSTE DE LA COORDONNATRICE C.L.S.P.D.**

**La Maire de Chilly-Mazarin,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

**VU** la délibération n° D202705-6 du Conseil municipal du 27 mai 2020 donnant à la Maire délégation pour les matières visées à l'article L.2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n° D020110-02 du 1<sup>er</sup> octobre 2002 approuvant la création du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,

**VU** le Code de la sécurité intérieure et particulièrement l'article L.132-4 qui impose aux maires des communes de plus de 15 000 habitants de désigner un coordonnateur du CLSPD,

**VU** l'appel à projet du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D.) 2023, qui soutient la mise en œuvre du C.L.S.P.D. ainsi que les actions s'y rapportant en accordant des subventions,

**CONSIDÉRANT** que le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants, constitue le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance dans la Commune,

**CONSIDÉRANT** que Madame la Maire a nommé une coordonnatrice afin de mettre en œuvre l'ensemble des actions votées dans la Stratégie Territoriale et pour animer le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance,

**CONSIDÉRANT** que le coût comprend le salaire de l'agent communal à temps plein sur une année civile,

**CONSIDÉRANT** que le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance peut apporter un concours financier allant jusqu'à 80 % du coût total du projet,

**D É C I D E**

**ARTICLE 1 : DE SOLLICITER** auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance une subvention pouvant aller jusqu'à 80 % du coût total du projet, sur la base d'un coût estimatif de 37 380,00 € T.T.C. pour le financement du poste de la coordonnatrice C.L.S.P.D.



CHILLY-MAZARIN

REÇU EN PREFECTURE

1e 30/01/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_RU-091-219101615-20230120-23024-RU

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

**ARTICLE 2 : PRECISE** que Madame la Maire pourra signer tous les documents relatifs à l'obtention de la subvention le cas échéant.

**ARTICLE 3 : DIT** que les recettes nécessaires seront inscrites aux budgets des exercices concernés.

Chilly-Mazarin, le 20 janvier 2023



La Maire,  
Rafika REZGUI